

# Berne refuse de financer la modernisation des gares CEVA en France voisine

Par [Jean-François Mabut](#). Mis à jour le 31.10.2013 [17 Commentaires](#)

La Confédération rechigne aussi à participer à l'extension des lignes de trams sur le territoire français vers Annemasse et Saint-Genis.



Le réseau ferré de la région genevoise. Pour le Conseil d'Etat genevois, la liaison Cornavin Annemasse (CEVA) est le maillon qui permettra de construire un RER qui doit irriguer toute la région.

## Articles en relation

- [CFF et SNCF s'associent en vue du RER franco-valdo-genevois](#)
- [Les bus savoyards n'accéderont plus au cœur de Genève](#)
- [Rhône Alpes vote 55 millions d'euros pour le CEVA](#)
- [Le CEVA n'améliorera pas, à lui seul, la mobilité dans le canton](#)
- [En attendant le CEVA, le réseau TPG subira des modifications dès décembre](#)

## Mots-clés

- [CEVA](#) 
- [Grand Genève](#) 
- [Département genevois de l'urbanisme \(DU\)](#) 

Le [projet d'agglomération franco-valdo-genevois 2.0](#), signé en juin 2012 et rebaptisé à cette occasion **Grand Genève**, recevra 197,6 millions de la Confédération contre 186,5 millions pour le projet d'agglomération 1.0. Cependant la

Confédération ne prévoit pas un franc pour financer les travaux nécessaires à l'aménagement du réseau RER en France voisine. Le gouvernement genevois n'est pas content. Il l'a fait savoir officiellement ce mercredi à l'issue de sa séance hebdomadaire.

Le subventionnement fédéral du réseau français n'était pas très élevé. Sur la première tranche de 186 millions, 127 millions financent des projets dans le canton et 60 millions dans le canton de Vaud et en France voisine. Mais le coup de frein de la Suisse risque de refroidir les partenaires français du RER qui ont déjà eu toutes les peines du monde à boucler le budget du tronçon entre la frontière et la gare d'Annemasse.

Ce refus de Berne, précise Sylvain Ferretti de l'Office de l'urbanisme du canton de Genève, peut mettre en péril l'allongement des quais des gares de Haute-Savoie, situées dans le périmètre Thonon, Bonneville et La Roche-sur-Foron, ainsi que la création de nouveaux croisements sur ces lignes à voie unique, nécessaires pour tenir la cadence des trains promise aux usagers.

«Le soutien financier de la Confédération au développement des infrastructures ferroviaires régionales, y compris sur le territoire français, devrait être reconsidéré», communique le Conseil d'Etat. «Dans le projet de rapport d'examen de mai 2013, la partie française du RER n'est en effet pas prise en compte pour un cofinancement fédéral, alors que l'efficacité du dispositif global en dépend», poursuit le gouvernement.

Point positif, [l'Arrêté fédéral](#), qui doit encore être validé par les Chambres fédérales avant d'entrer en vigueur fin 2014, maintient le taux de subventionnement des projets genevois à 40%, un taux identique à celui qui a prévalu pour le projet d'agglomération.

Comme une mauvaise nouvelle peut en cacher une autre, les deux extensions des lignes de tram 12 de la place Deffaugt à Annemasse au lycée des Glières dans le quartier du Perrier et du tram 15 vers Saint-Genis dans le Pays de Gex ont également été recalées.